

DE

1429 GIEZ

Règlement et tarif des émoluments du contrôle des habitants, du 01 novembre 2009

La Municipalité de Giez

· vu la loi du 9 mai 1983 sur le contrôle des habitants,

la difficulté et l'ampleur du travail

· vu le règlement du 28 décembre 1983 d'application de la loi du 9 mai 1983 sur le contrôle des habitants,

arrête'

Article premier :

Le bureau du contrôle des habitants perçoit, dès l'entrée en vigueur du présent règlement, les émoluments suivants:

a) Enregistrement d'une arrivée, par déclaration	Fr 20.00
b) Enregistrement d'un changement d'état civil, par opération	Fr 20.00
 c) Enregistrement d'un changement des conditions de résidence, par déclaration 	
1. de transfert d'établissement en séjour	F r20.00
2. de transfert de séjour en établissement	Fr 20.00
 d) Prolongation de l'inscription en résidence de séjour, par déclaration 	Fr 10.00
e) Déclaration de résidence , par déclaration	Fr 10.00
f) Attestation d'établissement pour légitimer un séjour dans une autre commune	Fr10.00
- Renouvellement	Fr 10.00
g) Communication de renseignements en application de l'art. 22, al. 1 LCH	
- par recherche	
pour le particulier se présentant au guichet	Fr 10.00
pour les demandes présentées par correspondance par demande ayant nécessité des recherches compliquées, selon la difficulté et l'ampleur du travail	Fr 15.00 Fr 30.00
 h) Communication de renseignements à des établissements de droit public déployant une activité commerciale, sauf si une disposition de droit expresse fédéral ou cantonal leur permet d'obtenir ces renseignements gratuitement 	
- par recherche	
1. pour les demandes présentées au guichet	Fr 10.00
2. pour les demandes présentées par correspondance	Fr 15.00
- par demande ayant nécessité des recherches compliquées, selon de Fr10.00 à	Fr 30.00

Article 2

Sont réservées les dispositions du règlement cantonal du 2 avril 2008 fixant les taxes de police des étrangers et d'asile.

Article 3

Les émoluments, qui sont acquis à la commune, sont perçus contre délivrance d'une quittance

Article 4

Sont abrogées dès l'entrée en vigueur du présent règlement, toutes dispositions antérieures relatives aux taxes de contrôle des habitants perçues en vertu de ses compétences.

Article 5

Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par le Chef du Département de l'intérieur

Ainsi adopté par la Municipalité dans sa séance du 03 novembre 2009

Le Syndic : J.-D. Cruchet

La Secrétaire : M. Harnischberg

Approuvé par le Conseil général dans sa séance du 16 décembre 2009

Le Secrétaire :

Approuvé par le Chef du Département de l'intérieur le 24 mars 2010

e Chef du département.

Philippe Leuba Conseiller d'Etat